

ROYAUME DU MAROC



**AIRPORTS  
OF MOROCCO**  
مطارات المغرب

## **DOSSIER DE CONSULTATION**

**CONSULTATION OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX  
N° 069/26/CO/ONDA**

**Prestations de mise à disposition et service de  
pauses café, cocktails et de déjeuners pour les  
besoins des excursions et événements sociaux  
organisés par la Direction Capital Humain**

## TABLE DES MATIERES

<b>AVIS DE CONSULTATION</b>	<b>4</b>
<b>OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX</b>	<b>4</b>
<b>CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>3</b>
ARTICLE 01 : OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION .....	3
ARTICLE 03 : MAITRE D'OUVRAGE .....	3
ARTICLE 04 : DESIGNATION DES PARTIES PRENANTES .....	3
ARTICLE 05 : CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION .....	3
ARTICLE 06 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS OU DE RENSEIGNEMENTS OU RECLAMATIONS .....	4
ARTICLE 07 : MODIFICATIONS DU DOSSIER DE LA CONSULTATION .....	4
ARTICLE 08 : LANGUE DE L'OFFRE .....	5
ARTICLE 09 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.....	5
ARTICLE 10 : PRESENTATION DES OFFRES DES CONCURRENTS.....	6
ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS .....	7
ARTICLE 12 : CAUTIONNEMENT PROVISoire .....	7
ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAIS DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION .....	7
ARTICLE 14 : MODIFICATION ET RETRAIT DES OFFRES .....	7
ARTICLE 15 : OUVERTURE, EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS.....	8
ARTICLE 16 : ADJUDICATION DE LA CONSULTATION ET CONCLUSION DU CONTRAT .....	9
ARTICLE 17 : ANNULATION DE LA CONSULTATION .....	9
ARTICLE 18 : RESULTATS DE LA CONSULTATION .....	9
<b>CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES</b>	<b>10</b>
ANNEXE I : MODELE BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF .....	1
<b>CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES</b>	<b>5</b>
ARTICLE 01 : OBJET DU CONTRAT .....	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU CONTRAT.....	5
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT.....	5
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER .....	5
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX.....	5
ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE .....	6
ARTICLE 07 : NANTISSEMENT .....	6
ARTICLE 08 : RESILIATION .....	6
ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION.....	7

ARTICLE 10 :	CAS DE FORCE MAJEURE .....	7
ARTICLE 11 :	REGLEMENT DES DIFFERENDS .....	7
ARTICLE 12 :	DROIT APPLICABLE.....	7
ARTICLE 13 :	FORMALITE D'ENREGISTREMENT .....	7
ARTICLE 14 :	DROITS ET TAXES .....	8
ARTICLE 15 :	MODIFICATION DU CONTRAT .....	8
<b>CHAPITRE 2 :</b>	<b>CLAUSES TECHNIQUES GENERALES .....</b>	<b>9</b>
ARTICLE 16 :	MAITRE D'ŒUVRE .....	9
ARTICLE 17 :	DUREE DU CONTRAT .....	9
ARTICLE 18 :	REVISION DES PRIX .....	9
ARTICLE 19 :	MODE DE PAIEMENT .....	9
ARTICLE 20 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF .....	10
ARTICLE 21 :	PENALITES.....	10
ARTICLE 22 :	RECEPTION DES PRESTATIONS .....	11
ARTICLE 23 :	CONFIDENTIALITE .....	12
ARTICLE 24 :	CARACTERE DES PRIX .....	12
ARTICLE 25 :	COMMUNICATION DE CRISE .....	12
ARTICLE 26 :	CESSION ET SOUS-TRAITANCE .....	12
ARTICLE 27 :	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	13
ARTICLE 28 :	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION .....	14
ARTICLE 29 :	ASSURANCES ET RESPONSABILITES.....	14
<b>CHAPITRE 3 :</b>	<b>CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES .....</b>	<b>16</b>
ARTICLE 30 :	DETAIL DE LA PRESTATION.....	16
ARTICLE 31 :	AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE.....	16
ARTICLE 32 :	VISITES MEDICALES .....	16
ARTICLE 33 :	COMPORTEMENT DU PERSONNEL .....	16
ARTICLE 34 :	ENGAGEMENT QUALITE .....	17
ARTICLE 35 :	MODE DE REALISATION DES PRESTATIONS .....	17
ARTICLE 36 :	FONCTIONNEMENT.....	18
ARTICLE 37 :	DEFINITION DES MENUS .....	18
ARTICLE 38 :	DEFINITION DES PRIX .....	20

**AVIS DE CONSULTATION  
OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX  
N°069/26/CO/ONDA**

Le **jeudi 02 juillet 2026 à 10 heures**, il sera procédé, dans la salle de la Commission d'appel d'offres située au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V) à l'ouverture des plis relatifs à la consultation ouverte sur offres de prix concernant : **Prestations de mise à disposition et service de pauses café, cocktails et de déjeuners pour les besoins des excursions et évènements sociaux organisés par la Direction Capital Humain.**

Le dossier de la consultation peut être retiré **gratuitement**, auprès de la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V). Il peut également être téléchargé à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme annuelle TVA comprise de : **359 040.00 DH**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 8, 9, 10, 11 et 12 du règlement de la consultation.

Les concurrents peuvent :

- 1) Soit déposer contre récépissé leurs plis à la Cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V) au plus tard le **jeudi 02 juillet 2026 à 09h00**;
- 2) Soit les remettre au président de la commission d'ouverture des plis au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus **ne sont pas admis**.

ROYAUME DU MAROC



**AIRPORTS  
OF MOROCCO**  
مطارات المغرب

## **REGLEMENT DE CONSULTATION**

**CONSULTATION OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX  
N° 069/26/CO/ONDA**

**Prestations de mise à disposition et service de  
pauses café, cocktails et de déjeuners pour les  
besoins des excursions et évènements sociaux  
organisés par la Direction Capital Humain**

## TABLE DES MATIERES

<b>CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>3</b>
ARTICLE 01 : OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION .....	3
ARTICLE 03 : MAITRE D'OUVRAGE .....	3
ARTICLE 04 : DESIGNATION DES PARTIES PRENANTES .....	3
ARTICLE 05 : CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION .....	3
ARTICLE 06 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS OU DE RENSEIGNEMENTS OU RECLAMATIONS .....	4
ARTICLE 07 : MODIFICATIONS DU DOSSIER DE LA CONSULTATION .....	4
ARTICLE 08 : LANGUE DE L'OFFRE .....	5
ARTICLE 09 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.....	5
ARTICLE 10 : PRESENTATION DES OFFRES DES CONCURRENTS.....	6
ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS .....	7
ARTICLE 12 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE .....	7
ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAIS DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION .....	7
ARTICLE 14 : MODIFICATION ET RETRAIT DES OFFRES .....	7
ARTICLE 15 : OUVERTURE, EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS.....	8
ARTICLE 16 : ADJUDICATION DE LA CONSULTATION ET CONCLUSION DU CONTRAT .....	9
ARTICLE 17 : ANNULATION DE LA CONSULTATION .....	9
ARTICLE 18 : RESULTATS DE LA CONSULTATION .....	9
<b>CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES</b>	<b>10</b>
ANNEXE I : MODELE BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF .....	1

## REGLEMENT DE CONSULTATION

### CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

#### ARTICLE 01 : OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent règlement concerne la consultation relative à : **Prestations de mise à disposition et service de pauses café, cocktails et de déjeuners pour les besoins des excursions et évènements sociaux organisés par la Direction Capital Humain.**

La consistance des prestations demandées figure dans le Cahier des prescriptions spéciales.

#### ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION

Le contrat qui sera issu de la présente consultation sera passé dans les formes et selon les règles du droit commun tel que défini à **l'article 4, paragraphe 7** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

#### ARTICLE 03 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Maitre d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

#### ARTICLE 04 : DESIGNATION DES PARTIES PRENANTES

Dans tout ce qui suit :

Les termes « Autorité compétente », « Maitre d'ouvrage », « Acheteur », « Office » et « ONDA » désignent l'Office National des Aéroports ;

Les termes « Candidat », « concurrent » et « soumissionnaire » désignent toute personne physique ou morale répondant à la consultation ;

Les termes « contractant », « consultant », « société », « fournisseur », « titulaire » et « prestataire » désignent l'attributaire du contrat.

#### ARTICLE 05 : CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Le dossier de la consultation comprend :




1. L'avis de la consultation ;
2. Le règlement de la consultation ;
3. Le cahier des prescriptions spéciales ;
4. Le modèle du Bordereau des prix - Détail estimatif ;
5. Tout autre modèle joint au présent dossier.

Le concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation. Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

Bien que non jointes au dossier de la consultation, le concurrent est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au contrat objet de la présente consultation. Le concurrent ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

## ARTICLE 06 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS OU DE RENSEIGNEMENTS OU RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander à l'ONDA, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant la consultation ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :

	<b>Adresse</b>	<b>Département des Achats</b> Office National des Aéroports Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
	<b>Boite postale</b>	BP 52, Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
	<b>E-mail</b>	<a href="mailto:achats@onda.ma">achats@onda.ma</a>

Cette demande n'est recevable que si elle parvient à l'ONDA au moins **03 jours ouvrables** avant la date prévue pour la séance d'ouverture de plis.

Aussi, toute réclamation d'un concurrent doit être introduite **à partir de la date de la publication** de l'avis de la consultation ou de l'envoi des lettres circulaires y afférentes, le cas échéant et **au plus tard cinq (05) jours** après avoir pris connaissance des résultats de la consultation et/ou des éventuels motifs de l'éviction de son offre qui lui ont été notifiés par le maître d'ouvrage conformément à l'**article 18 « RESULTATS DE LA CONSULTATION »** ci-après.

**Important : Toute correspondance émanant d'un concurrent, sur support papier ou par voie électronique, doit être signée, datée et établie sur papier en-tête précisant notamment, la dénomination/la raison sociale du concurrent ainsi que le nom, le prénom et la qualité de la personne habilitée ayant émis et signé ladite correspondance. A défaut, l'ONDA se réserve le droit de ne pas donner une suite à ladite correspondance.**

## ARTICLE 07 : MODIFICATIONS DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Avant la date limite de remise des offres et pour tout motif que ce soit, à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissement ou réclamation formulée par un concurrent, l'ONDA peut modifier par voie de rectificatifs le dossier de la consultation sans en changer l'objet.

La modification sera notifiée par écrit, par email ou par tout moyen de communication donnant date certaine à tous les concurrents qui auront retiré les documents de la consultation et leur sera opposable.

Lorsque les modifications nécessitent le report de la date prévue pour la réunion de la commission d'ouverture des plis, ce report fera l'objet d'une publication, ou l'envoi d'une lettre, et sera notifié par écrit, par email ou par tout moyen de communication donnant date certaine aux concurrents ayant retiré le dossier de la consultation.



## ARTICLE 08 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par un traducteur agréé/autorité compétente (Les documents en arabe ne nécessitent pas de traduction en français), des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Aussi, en cas de divergence entre la traduction française et le document original, la version française prévaut.

**Seules les attestations de références et les offres techniques** peuvent être fournies en langue **ARABE ou ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission d'ouverture des plis peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue française.

## ARTICLE 09 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, **en plus du Cahier des prescriptions spéciales paraphé à chaque page et signé à la dernière page par le concurrent**, les pièces suivantes :

- **Un dossier administratif.**
- **Un dossier de qualifications professionnelles.**
- **Un dossier additif, le cas échéant.**
- **Une offre technique, le cas échéant.**
- **Une offre financière.**

### I. Le dossier administratif comprend :

**A1.** La ou les pièces justifiant **les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- **S'il s'agit d'une personne physique** agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée.
- **S'il s'agit d'un représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :
  - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
  - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
  - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

- A2. En cas de groupement**, un exemplaire légalisé de la convention de la constitution du groupement doit être présenté. Cette convention doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement (Solidaire ou conjoint), le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.
- 

## **II. Le dossier de qualifications professionnelles comprend :**

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier de qualifications professionnelles composé des pièces y afférentes détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (**Cf. Chapitre 2 du présent règlement de consultation**).

-----

## **III. Le dossier additif comprend :**

Lorsque le dossier additif est exigé, les concurrents doivent fournir toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation, tel que détaillé dans les dispositions particulières ci-dessous (**Cf. Chapitre 2 du présent règlement de consultation**).

-----

## **IV. L'offre technique comprend :**

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée, les concurrents doivent fournir toutes les pièces y afférentes détaillées dans les dispositions particulières ci-après (**Cf. Chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

-----

## **V. L'offre financière comprend :**

- F1. Le bordereau des prix-détail estimatif et le cas échéant, le sous-détail des prix ou tout autre document exigé**, établis conformément aux modèles du dossier de la consultation, dûment signés et cachetés par le représentant habilité à engager le concurrent.

## **ARTICLE 10 : PRESENTATION DES OFFRES DES CONCURRENTS**

L'offre du concurrent doit être présentée en un seul exemplaire sous **un pli fermé** et **cacheté** portant :

- |  |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- Le nom, l'adresse électronique et l'adresse du concurrent ;</li><li>- L'objet et la référence de la consultation ;</li><li>- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;</li><li>- La liste des dossiers et/ou des pièces contenues dans le pli ;</li><li>- L'avertissement que « <b>le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission lors de la séance d'ouverture des plis</b> ».</li></ul> |
|--|

Ce pli doit contenir **toutes les pièces énumérées au niveau de l'article 9 ci-dessus « Contenu des dossiers des concurrents »** :

## ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, à la **Cellule Interface Achats au Département des Achats, situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'aéroport Casablanca Mohammed V-Nouaceur) ;**
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'ouverture des plis au début de la séance, et avant l'ouverture des plis ;

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis de la consultation pour la séance d'ouverture des plis.

**NB : Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.**

## ARTICLE 12 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Le cautionnement provisoire n'est pas exigé dans le cadre de cette consultation.

## ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAIS DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **quatre-vingt-dix (90) jours**, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si, dans ce délai, la commission de l'ouverture des plis estime ne pas être en mesure d'exercer son choix, l'ONDA peut proposer, par lettre avec accusé de réception ou par courriel la prolongation de ce délai. Seuls les concurrents qui ont donné leur accord par lettre ou par courriel adressés à l'ONDA restent engagés pendant ce nouveau délai.

L'approbation du contrat doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date d'ouverture des plis. Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa du présent article, le délai d'approbation est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du contrat.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis de l'ONDA.

Lorsque l'ONDA décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé au paragraphe 3 du présent article, lui proposer par lettre avec accusé de réception, par courriel ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire déterminée.

L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par l'ONDA.

## ARTICLE 14 : MODIFICATION ET RETRAIT DES OFFRES

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée à l'ONDA.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent, dans les conditions prévues dans le présent règlement, présenter de nouveaux plis.

## **ARTICLE 15 : OUVERTURE, EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS**

L'ouverture, l'examen et l'évaluation des offres des concurrents se feront comme suit :

### **Étape 1 : Ouverture des plis ; séance publique.**

L'ouverture des plis contenant les dossiers administratifs, les dossiers de qualifications professionnelles et les dossiers additifs le cas échéant, les offres techniques le cas échéant et les offres financières de tous les concurrents **se fera de manière simultanée.**

### **Étape 2 : Examen et évaluation des offres, à huis clos ;**

Dans cette étape, la commission s'assure **de la présence et de la conformité** des pièces des dossiers administratifs, des dossiers de qualifications professionnelles, des dossiers additifs le cas échéant, des offres techniques le cas échéant et des offres financières fournies par les concurrents.

L'évaluation de la conformité des offres des concurrents est effectuée suivant les exigences du présent règlement de consultation et du cahier des prescriptions spéciales.

La commission peut, avant de se prononcer, consulter tout expert ou technicien ou constituer une sous-commission pour analyser les offres des concurrents.

La commission peut demander par écrit, par email ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine à l'un ou à plusieurs concurrents des éclaircissements sur leurs offres, en lui fixant un délai raisonnable sauf urgence pour l'ONDA. Ces éclaircissements doivent se limiter aux documents contenus dans lesdites offres.

De même et dans l'objectif d'assurer l'efficacité de la commande publique et de garantir le choix de l'offre techniquement et économiquement la plus avantageuse pour l'ONDA, la commission se réserve le droit de demander, **lorsqu'elle juge opportun, au concurrent ayant présenté l'offre la plus avantageuse, tout éclaircissement, confirmation, rectification, levée de discordance, traduction de documents ou complément de dossier concernant son offre**, par écrit, par email ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, en lui fixant un délai raisonnable sauf urgence pour l'ONDA.

De ce fait, les éléments de réponse du concurrent et le cas échéant, les pièces produites par lui suite à la demande de la commission, doivent être fournis **selon les conditions fixées** dans la demande de ladite commission.

**La commission écarte** tout concurrent dont l'offre ayant une insuffisance sur l'un des éléments exigés au niveau **de l'article 9 « Contenu des dossiers des concurrents » ci-dessus et/ou** n'ayant pas donné une suite favorable à la demande de la commission mentionnée dans les **paragraphes 4 et 5** de la présente étape.

À l'issue de cette étape, la commission propose à l'autorité compétente de retenir **l'offre la plus avantageuse**, tel que détaillé dans les dispositions particulières ci-dessous (**Cf. Chapitre 2 du présent règlement de consultation**).

**NB : La commission se réserve le droit, si nécessaire, de demander au maître d'ouvrage de procéder à l'authentification des pièces fournies par un concurrent.**

## ARTICLE 16 : ADJUDICATION DE LA CONSULTATION ET CONCLUSION DU CONTRAT

Après admission des concurrents à l'issue de **l'étape 2 de l'article 15 ci-dessus et adjudication de la consultation**, le contrat sera conclu, avec le concurrent ayant proposé **l'offre la plus avantageuse**, tel que détaillé dans les dispositions particulières ci-dessous (**Cf. Chapitre 2 du présent règlement de consultation**).

Lorsque plusieurs offres jugées les plus avantageuses sont considérées comme équivalentes, la commission retient celle ayant obtenu la meilleure note technique globale. Lorsque plusieurs offres demeurent équivalentes après application de ce critère, la commission procède, pour départager les concurrents concernés, à un tirage au sort.




## ARTICLE 17 : ANNULATION DE LA CONSULTATION

L'autorité compétente peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure de la passation du contrat, annuler la consultation. En cas d'annulation, les concurrents ou l'attributaire ne peuvent prétendre à aucune indemnité.

## ARTICLE 18 : RESULTATS DE LA CONSULTATION

Le maître d'ouvrage informe, **par lettre avec accusé de réception, par email ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine**, le concurrent attributaire du contrat de l'acceptation de son offre. Cette notification est adressée dans un délai maximum **de quinze jours (15) jours** à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Aussi, tout concurrent qui désire prendre connaissance des résultats de la consultation et/ou des éventuels motifs de l'éviction de son offre peut en faire la demande au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par **voie électronique, exclusivement**, aux coordonnées suivantes :

	<b>Adresse</b>	<b>Département Achats</b> Office National des Aéroports Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
	<b>Boite postale</b>	BP 52, Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
	<b>E-mail</b>	<a href="mailto:achats@onda.ma">achats@onda.ma</a>

**NB :** Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au plus tard **trente (30) jours** suivant la date d'ouverture des plis.

## CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

### Article 1 : Objet de la consultation

**Prestations de mise à disposition et service de pauses café, cocktails et de déjeuners pour les besoins des excursions et événements sociaux organisés par la Direction Capital Humain.**

### Article 09-II : Contenu des dossiers des concurrents - Dossier de qualifications professionnelles

**Q1.** Une **note** indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement :

- La date des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé,
- Le lieu des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

**Q2. Les attestations de référence** originales ou leurs copies certifiées conformes à l'original, délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations d'importance et de complexité similaires à celles des prestations objet du présent contrat. **Chaque attestation** précise notamment :

1. La nature des prestations ;
2. Leur montant (**supérieur à 215 000,00 DH TVA Comprise**) ;
3. Le nom du signataire ;
4. La qualité du signataire ;
5. L'appréciation du signataire ;
6. L'année de réalisation (**Date de réception entre 2019 et 2026**).

### Article 09-III : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Aucun dossier additif n'est exigé.

### Article 09-IV : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

Aucune offre technique n'est exigée.


### Article 15 &16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du contrat

Le seul critère d'attribution, après admission, est l'**offre moins-disante**.

En cas d'égalité entre plusieurs offres jugées moins-disantes, les dispositions de l'article 16 du règlement de consultation seront appliquées.

**ANNEXE I : MODELE BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF**  
**CONSULTATION OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX N° : 069/26/CO/ONDA**

**Objet : Prestations de mise à disposition et service de pauses café, cocktails et de déjeuners pour les besoins des excursions et évènements sociaux organisés par la Direction Capital Humain**

N° Prix	Désignation	UDM	Qté (A)	Prix Unitaire (Hors TVA) en chiffres (B) 	Prix Total Annuel (Hors TVA) en chiffres (C) = (A x B)
1	Petit déjeuner	Forfait /personne	100		
2	Petit déjeuner amélioré	Forfait /personne	400		
3	Pause-café	Forfait /personne	500		
4	Cocktails	Forfait /personne	200		
5	Déjeuner	Forfait /personne	500		
6	Lunch paquet	Forfait /personne	200		
7	Lunch box pour collation nutritive spécial « randonnée »	Forfait /personne	120		
<b>MONTANT TOTAL ANNUEL HORS TVA (D)</b>					
<b>MONTANT TVA 10% (E)</b>					
<b>MONTANT TOTAL ANNUEL TVA COMPRISE (F) = (D + E)</b>					

 **Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.**

ROYAUME DU MAROC



**AIRPORTS  
OF MOROCCO**  
مطارات المغرب

## **CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES**

**CONSULTATION OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX  
N° 069/26/CO/ONDA**

**Prestations de mise à disposition et service de pauses café, cocktails et de déjeuners pour les besoins des excursions et événements sociaux organisés par la Direction Capital Humain**



## TABLE DES MATIERES

<b>CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES</b>	<b>5</b>
ARTICLE 01 : OBJET DU CONTRAT .....	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU CONTRAT .....	5
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT .....	5
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER .....	5
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX .....	5
ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE .....	6
ARTICLE 07 : NANTISSEMENT .....	6
ARTICLE 08 : RESILIATION .....	6
ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION .....	7
ARTICLE 10 : CAS DE FORCE MAJEURE .....	7
ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS .....	7
ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE .....	7
ARTICLE 13 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT .....	7
ARTICLE 14 : DROITS ET TAXES .....	8
ARTICLE 15 : MODIFICATION DU CONTRAT .....	8
<b>CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES GENERALES</b>	<b>9</b>
ARTICLE 16 : MAITRE D'ŒUVRE .....	9
ARTICLE 17 : DUREE DU CONTRAT .....	9
ARTICLE 18 : REVISION DES PRIX .....	9
ARTICLE 19 : MODE DE PAIEMENT .....	9
ARTICLE 20 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF .....	10
ARTICLE 21 : PENALITES .....	10
ARTICLE 22 : RECEPTION DES PRESTATIONS .....	11
ARTICLE 23 : CONFIDENTIALITE .....	12
ARTICLE 24 : CARACTERE DES PRIX .....	12
ARTICLE 25 : COMMUNICATION DE CRISE .....	12
ARTICLE 26 : CESSIION ET SOUS-TRAITANCE .....	12
ARTICLE 27 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	13
ARTICLE 28 : LUTTE CONTRE LA CORRUPTION .....	14
ARTICLE 29 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES .....	14
<b>CHAPITRE 3 : CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES</b>	<b>16</b>
ARTICLE 30 : DETAIL DE LA PRESTATION .....	16
ARTICLE 31 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE .....	16

ARTICLE 32 :	VISITES MEDICALES .....	16
ARTICLE 33 :	COMPORTEMENT DU PERSONNEL .....	16
ARTICLE 34 :	ENGAGEMENT QUALITE .....	17
ARTICLE 35 :	MODE DE REALISATION DES PRESTATIONS .....	17
ARTICLE 36 :	FONCTIONNEMENT .....	18
ARTICLE 37 :	DEFINITION DES MENUS .....	18
ARTICLE 38 :	DEFINITION DES PRIX .....	20

**ENTRE :**

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, établissement public à caractère commercial et industriel représenté par son Directeur Général **M. ADEL EL FAKIR**, faisant élection de domicile à l'Aéroport Casablanca Mohammed V Nouaceur.

Désigné ci-après par « ONDA » ou « autorité compétente » ou « maitre d'ouvrage »  
D'une part,

**ET :**

La société :

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par \_\_\_\_\_ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Désignée ci-après par « Le prestataire » ou « titulaire » ;

D'autre part,

## CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

### CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

#### ARTICLE 01 : OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet : **Prestations de mise à disposition et service de pauses café, cocktails et de déjeuners pour les besoins des excursions et événements sociaux organisés par la Direction Capital Humain**, tel que décrit dans les clauses techniques du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

#### ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU CONTRAT

Le présent contrat est passé dans les formes et selon les règles du droit commun, tel que défini à **l'article 4 paragraphe 7** du règlement relatif aux marchés de l'Office National des Aéroports en vigueur.

#### ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Les pièces constitutives du présent contrat sont :

- 1) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 2) Le Bordereau Des Prix- Détail estimatif.

#### ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications et les prescriptions techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent contrat, le prestataire déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations ;
- Avoir fait tous calculs et sous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestations présentées par lui et pouvant donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du contrat et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération par l'ONDA.

#### ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le présent contrat est soumis aux prescriptions qui lui sont applicables notamment celles définies par :

- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent contrat.
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent contrat. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa

mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation concernant les prestations en question.

#### **ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE**

Pour tous les actes relatifs au présent contrat, le titulaire fait élection de domicile au lieu de son siège social. Le titulaire est tenu de notifier à l'ONDA tout changement de l'adresse de son siège social.

#### **ARTICLE 07 : NANTISSEMENT**

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, l'ONDA remet au titulaire du contrat, sur demande et sans frais, une copie du contrat portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du contrat, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du contrat ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur Général de l'ONDA.

Le Directeur Général de l'ONDA et/ou toute autre personne désignée par lui sont seul(e)s habilité(e)s à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 08 : RESILIATION**

Dans le cas où le titulaire est défaillant ou en cas de la non-exécution des clauses du présent contrat, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de remédier à la défaillance et satisfaire à ses obligations, si la défaillance qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le contrat pourra être résilié sans aucune indemnité pour le titulaire et l'ONDA se réserve le droit d'appliquer les mesures coercitives prévues ci-après sans s'y limiter :

- La confiscation du cautionnement définitif lorsqu'il est exigé par le contrat ;
- Le prélèvement du montant correspondant à la réparation des éventuelles imperfections ou malfaçons constatées, au prorata, sur le montant de la retenue de garantie lorsqu'elle est exigée par le contrat et le cas échéant, sur les sommes qui peuvent être encore dues au titulaire sans préjudice des droits à exercer contre lui par tout autre moyen de recouvrement.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le contrat dans le cas de modifications substantielles ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent contrat.

Par ailleurs, en cas de résiliation du contrat par l'ONDA, le règlement des sommes dues tiendra compte du montant des prestations effectivement réalisées et réceptionnées suivant les prescriptions contractuelles.

Le contrat pourra être résilié, à tout moment et dans les mêmes conditions, en cas de survenance d'un cas de force majeure tel que défini par le Dahir des Obligations et des Contrats (DOC) et en cas de fait du prince. Chacune des Parties prend l'engagement ferme d'informer l'autre dès la survenance de l'un des événements constituant une force majeure au sens du Dahir des Obligations et Contrats (DOC).

La résiliation du contrat pourra être prononcée d'un commun accord entre les parties.

#### **ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION**

Après sa signature par le titulaire et son approbation par l'autorité compétente, le présent contrat entrera en vigueur à compter de sa notification audit titulaire.

#### **ARTICLE 10 : CAS DE FORCE MAJEURE**

Constitue un cas de force majeure au sens du Dahir des Obligations et Contrats (DOC), tout événement imprévisible et irrésistible de la volonté des Parties contractantes et en dehors de leur contrôle, et rendant impossible l'exécution de leurs obligations respectives.

Si des événements de cas de force majeure rendent impossible ou retardent l'exécution des obligations des parties contractantes, de tels manquements ne sont pas considérés comme une violation du présent contrat.

En cas de force majeure, la partie concernée est tenue d'informer, sans délai, l'autre parties de la survenance dudit événement.

En cas d'arrêt des prestations par suite de cas de force majeure, les Parties se concerteront dans les délais les plus brefs sur les mesures à prendre.

#### **ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis au tribunal administratif de Casablanca « MAROC ».

#### **ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE**

Le contrat sera interprété conformément au droit Marocain.

#### **ARTICLE 13 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT**

Le titulaire s'engage à présenter le présent contrat à la formalité d'enregistrement dans un délai de **30 jours** calendaires à compter de la date de la notification de son approbation conformément à la législation en vigueur. Les frais d'enregistrement du contrat sont à la charge du titulaire qui doit s'informer auprès de l'administration fiscale marocaine sur les droits d'enregistrement et les sanctions y afférentes applicables.

L'original du contrat enregistré sera remis à l'Office National Des Aéroports dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la date d'enregistrement.

## ARTICLE 14 : DROITS ET TAXES

Les prestations réalisées pour le compte de l'ONDA par un prestataire non-résident sont soumises :

- ❖ A l'impôt sur les sociétés au taux de **10%** sur le prix de ces prestations. Cet impôt est prélevé sous forme de retenue à la source. Une copie de l'attestation du versement de cet impôt sera remise au titulaire du contrat. Pour les Entreprises originaires de pays ayant signé avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine.
- ❖ A la taxe sur la valeur ajoutée au taux de **10%** sur le prix de ces prestations.

## ARTICLE 15 : MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification aux clauses du présent contrat doit se faire par un avenant signé par les parties.

## CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES GENERALES

### ARTICLE 16 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent contrat est **la Direction Capital Humain**.

### ARTICLE 17 : DUREE DU CONTRAT

La durée du présent contrat est fixée à **une (1) année** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

Le contrat sera reconduit d'année en année par tacite reconduction pour une durée globale de **cinq (5) années**. Indépendamment de cette disposition, chacune des parties pourra mettre fin au contrat, sous réserve de respecter un préavis de **trois (3) mois**, notifié par lettre avec accusé de réception, avant la date d'échéance annuelle.

### ARTICLE 18 : REVISION DES PRIX

Les prix du présent contrat sont fermes et non révisables.

### ARTICLE 19 : MODE DE PAIEMENT

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution du contrat en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire détaillé ci-après :

Banque	
Agence	
RIB/IBAN	

**Les paiements seront effectués sur la base des réceptions des prestations au fur et à mesure de leur exécution. Les réceptions seront matérialisées par des attestations de service fait.**

La facturation doit être effectuée mensuellement sur la base des prestations réalisées visés conjointement par le prestataire et le responsable de l'ONDA. Un état récapitulatif mensuel sera soumis à la Direction Capital Humain pour signature.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **quatre-vingt-dix jours (90) fin de mois** à compter de la date de réception des prestations demandées sur présentation de factures en cinq (5) exemplaires.

#### ❖ Dispositions relatives à la facturation :

- Les factures doivent être émises au plus tard le dernier jour du mois de la réalisation de la prestation de services requis.
- Les factures doivent se conformer aux dispositions réglementaires notamment les articles 145 alinéa III et 146 du Code Général des Impôts Marocain en vigueur.
- Les factures doivent porter les dates de leur établissement.



- En cas de remise tardive de la facture générant ainsi une sanction pécuniaire, au profit du Trésor, à l'encontre de l'ONDA, le montant de ladite sanction pécuniaire sera déduit, le cas échéant, à l'identique des sommes dues au prestataire.

## ARTICLE 20 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF

**Cautionnement** : Le cautionnement définitif est fixé à **Trois pour cent (3%)** du montant initial du contrat.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les trente **(30) jours** qui suivent la notification de l'approbation du contrat. Si le Titulaire ne réalise pas ce cautionnement dans ce délai, il lui sera appliqué une pénalité d'**un pour cent (1 %)** du montant initial du contrat.

**La caution présentée sous forme de caution personnelle et solidaire doit contenir la mention « à première demande de l'ONDA » et être émise par un organisme marocain agréé.**

## ARTICLE 21 : PENALITES

### I. Pénalités de retard :

A défaut par le titulaire d'avoir terminé les prestations définies par le présent contrat ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par ce contrat, il lui sera appliqué par jour de retard, une pénalité **de cinq pour mille (5‰)** du montant initial du contrat, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus. Par ailleurs, les pénalités ne libèrent pas le prestataire de ses autres obligations et responsabilités au titre du contrat.

Les retards n'incombant pas au prestataire ne donneront pas lieu à des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités applicables au titre de ce contrat est plafonné à **dix pour cent (10 %)** du montant initial du contrat, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder de plein droit à la résiliation du contrat y compris ses avenants sans qu'il ne soit tenu d'aucune formalité préalable ou de préavis.

Les pénalités seront déduites des sommes dues aux prestataires sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

### II. Pénalités supplémentaires :

Les pénalités prévues ci-dessous seront appliquées sans mise en demeure préalable sur simple constat de non-conformité aux prescriptions du contrat.

Pour les défaillances qui seraient éventuellement constatées par l'ONDA, les pénalités ci-dessous seront appliquées :

#### **a) Pénalité pour insuffisance de matériel**

En cas d'insuffisance de matériel mis en œuvre dûment constatée par l'ONDA, une pénalité de **1 000,00 Dh**, par constat et par réception, sera prélevée du montant de la facture mensuelle correspondante.

#### **b) Pénalité pour insuffisance ou inadéquation des produits**

En cas d'insuffisance ou d'inadéquation des produits utilisés ou si lesdits produits ne sont pas conformes aux normes de sécurité et d'hygiène mises en œuvre dûment constatée par le responsable du contrat, une pénalité de **1 000,00 Dh**, par constat et par réception, sera prélevée du montant de la facture mensuelle correspondante.

**c) Pénalité pour insuffisance du personnel**

En cas d'insuffisance du personnel mis en œuvre dûment constatée par le responsable du contrat pour accomplir une tâche bien précise dans les attributions, une pénalité de **500,00 dh**, par jour et par agent, sera prélevée du montant de la facture mensuelle correspondante.

Le prestataire ne peut en aucun cas dégager sa responsabilité d'insuffisance du personnel pour l'accomplissement de ses obligations de résultats.

**d) Pénalités pour dégradation et salissure causées aux installations des sites, abandons de matériels et accessoires en dehors du local réservé à cet effet**

Une pénalité forfaitaire de **500,00 Dh** par constat sera prélevée de la facture mensuelle correspondante.

**e) Pénalité pour documents non remis dans les délais**

Une pénalité forfaitaire de **500,00 Dh** par document et par constat sera prélevée de la facture mensuelle correspondante.

**f) Pénalité pour non-exécution ou inadéquation d'une opération**

Dans le cas où la consistance d'une opération prévue ne serait pas respectée, une pénalité forfaitaire de **2 000,00 Dh** par constat sera prélevée de la facture mensuelle correspondante.

**g) Pénalité pour dégradation de la qualité des prestations**

En cas de défaillance ou manquement concernant la qualité des prestations, une pénalité de **500,00 Dh** est appliquée par manquement et sera prélevée de la facture mensuelle correspondante.

**h) Cumul des pénalités**

Les pénalités ci-dessus sont cumulables sans, toutefois, que le cumul ne dépasse **10% du montant initial du contrat** éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus ;

**NB : Une répétition** des constats de non-conformité et/ou l'atteinte du plafond des pénalités peut entraîner **la résiliation de ce contrat** de la part de l'ONDA.

**ARTICLE 22 : RECEPTION DES PRESTATIONS**

Compte tenu de la nature des prestations objet du présent contrat, les réceptions seront constatées par des attestations de service fait signées par les personnes habilitées de l'ONDA.

## ARTICLE 23 : CONFIDENTIALITE

### ▪ Documents et information concernant le présent contrat

Le prestataire, sauf accord préalable donné par écrit par l'ONDA, ne communiquera concernant ce contrat, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par l'Office ou en son nom, à aucune personne autre qu'une personne employée par le prestataire à l'exécution du contrat.

Les informations transmises à une telle personne seront traitées de manière confidentielle et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Tout document quel que soit le support autre que le contrat lui-même, demeurera la propriété de l'ONDA et tous ses exemplaires seront retourné à l'Office après exécution des obligations contractuelles.

### ▪ Obligation de secret professionnel lors de la phase de réalisation

Le prestataire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par l'ONDA. Il est assujetti, pour tout ce qui concerne son activité découlant du présent contrat, au secret professionnel.

En cas de violation des obligations contractuelles, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'ONDA peut résilier le contrat et demander des indemnisations suite aux préjudices subis.

### ▪ Communication autour du projet

Toute communication publique autour de ce projet doit être précédée obligatoirement d'une autorisation écrite de l'ONDA.

## ARTICLE 24 : CARACTERE DES PRIX

Le prix du présent contrat comprend le bénéfice et tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la prestation objet du contrat jusqu'à sa réalisation.

## ARTICLE 25 : COMMUNICATION DE CRISE

Toute communication réalisée en situation de crise ou d'urgence doit faire l'objet d'une validation écrite préalable de l'ONDA. Le Prestataire ne peut prendre aucune initiative publique ou publication sans accord exprès de l'ONDA.

## ARTICLE 26 : CESSION ET SOUS-TRAITANCE

### • **Cession du contrat :**

Le présent contrat ne peut être cédé, en totalité ou en partie, à un tiers, sans l'autorisation écrite, préalable et expresse de l'ONDA.

Toute cession effectuée en violation de cette disposition est nulle et non avenue. Elle peut entraîner la résiliation de plein droit du contrat, sans préjudice des dommages-intérêts que l'ONDA pourrait réclamer au prestataire.

- **Sous-traitance :**

La sous-traitance est un contrat écrit par lequel le titulaire confie l'exécution d'une partie de son contrat à un tiers.

Le recours à la sous-traitance est interdit, sauf autorisation écrite, préalable et expresse de l'ONDA.

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants sous réserve qu'il notifie au maître d'ouvrage la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter, ainsi que l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants et une copie certifiée conforme du contrat précité.

Dans le cas où une sous-traitance partielle est autorisée, le prestataire demeure seul responsable envers l'ONDA de la bonne exécution de l'ensemble des prestations, y compris celles réalisées par le(s) sous-traitant(s) autorisé(s). Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous- traitants.

Le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du contrat tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Le prestataire s'engage à faire respecter par ses sous-traitants les obligations contractuelles découlant du présent contrat, notamment en matière de qualité, de délais, de confidentialité et de propriété intellectuelle.

L'ONDA se réserve le droit d'exiger, à tout moment, le remplacement d'un sous-traitant dont les prestations seraient jugées insatisfaisantes ou non conformes aux exigences du présent contrat.

**Le maître d'ouvrage peut exercer un droit de récusation** par lettre motivée, dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la date de l'accusé de réception.

En aucun cas, la sous-traitance ne peut ni dépasser **cinquante pour cent (50 %)** du montant du contrat, ni porter sur les prestations qui seront définies par le maître d'ouvrage et communiquées au titulaire lors de l'exécution du contrat.

#### **ARTICLE 27 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Toute information transmise ou détenue par les parties à l'occasion de la mise en œuvre du présent contrat qui contiendrait, à quelque titre que ce soit, des éléments reconnus par la loi n° 09-08 relative à la protection des données physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel comme liés à la vie privée ou ayant un caractère personnel, ne pourra être utilisée par les parties qu'aux seuls fins explicitement prévues lors de sa communication.

Les Parties garantissent la confidentialité des données à caractère personnel qu'elles pourraient traiter dans le cadre du présent contrat.

## **ARTICLE 28 : LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

Chaque partie s'engage pleinement dans la lutte contre la corruption sous toutes ses formes. Ainsi, les parties s'engagent à respecter strictement la loi et réglementation marocaines en vigueur relativement à la lutte contre la corruption.

Chaque partie doit s'interdire de solliciter ou accepter tout avantage de nature à impacter et influencer son impartialité, et doit adopter à cet égard une totale transparence en dénonçant tout acte ou toute tentative de corruption à l'autre partie sans délais.

## **ARTICLE 29 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES**

**1** - Dans les trois semaines qui suivent la notification de l'approbation du contrat, le titulaire est tenu de contracter une assurance auprès d'une entreprise d'assurance agréée par le ministre chargé des finances couvrant dès le début de l'exécution du contrat et pendant toute la durée de celui-ci :

- la responsabilité découlant de l'utilisation des véhicules automobiles pour les besoins de l'exécution du contrat conformément à la législation et à la réglementation en vigueur ;
- la responsabilité d'accident du travail survenant à ses agents conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Le maître d'ouvrage ne peut être tenu pour responsable des dommages ou indemnités légales à payer en cas d'accidents survenus aux ouvriers ou employés du titulaire ou de ses sous-traitants.

A ce titre, le titulaire garantira le maître d'ouvrage contre toute demande de dommages-intérêts ou indemnités et contre toute réclamation, plainte, poursuite, frais, charges et dépenses de toute nature relative à ces accidents.

Le titulaire est tenu d'informer par écrit le maître d'ouvrage de tout accident survenu pendant l'exécution du contrat et de le consigner sur le document de suivi s'il en est prévu un par le présent cahier des prescriptions spéciales.

Dans les mêmes conditions prévues aux alinéas ci-dessus et selon la nature des prestations objet du contrat, il peut être exigé du titulaire une assurance couvrant :

- la responsabilité civile en cas d'accident survenant à des tiers ou au maître d'ouvrage ou aux agents de ce dernier par le fait de l'exécution du contrat ;
- la perte ou la détérioration du matériel utilisé pour l'exécution du contrat.

**2** - Ces dispositions ne sont pas applicables si le titulaire a déjà souscrit une police d'assurance couvrant de tels risques.

**3** - Aucun règlement ne sera effectué tant que le titulaire n'aura pas adressé au maître d'ouvrage les copies certifiées conformes des attestations des assurances contractées pour la couverture des risques énumérés au paragraphe 1 du présent article.

Le titulaire est tenu, chaque fois qu'il en est requis, de présenter sans délai la justification du paiement régulier des primes d'assurance prévues ci-dessus.

**4** - Toutes les polices d'assurance mentionnées au paragraphe 1 du présent article doivent comporter une clause interdisant leur résiliation sans aviser au préalable le maître d'ouvrage.

Le prestataire est tenu au respect des obligations prévues par cet article en cas de reconduction de ses polices d'assurance. Le cas échéant, il doit fournir à l'ONDA les pièces justifiant la reconduction desdites polices.

### CHAPITRE 3 : CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

#### ARTICLE 30 : DETAIL DE LA PRESTATION

Les repas devront être servis chauds ou froids en fonction du type de plat.

Les couverts, les plats, les verres, les nappes, les serviettes, les présentoirs, les tables et buffets sont à la charge du prestataire, tout autre matériel nécessaire à la bonne marche du service devra être apporté par le prestataire sans aucun coût supplémentaire. La mise en place de ces équipements est à la charge du prestataire.

La prestation inclut les repas avec service à table.

#### ARTICLE 31 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE

Le prestataire sera tenu de respecter les règles de protection du secret, d'exécuter les avis et de soumettre tout son personnel au contrôle de la Direction du Capital Humain.

L'Entrepreneur devra conserver le secret absolu non seulement sur l'ensemble des documents qui lui seront communiqués, mais aussi sur les faits ou renseignements, qui seraient occasionnellement portés à sa connaissance en raison de l'exécution des prestations.

#### ARTICLE 32 : VISITES MEDICALES

Le prestataire devra obligatoirement soumettre à la visite médicale d'embauche tout agent avant sa prise de fonction.

Il assurera, d'autre part, périodiquement à son personnel, les examens médicaux prévus par la législation en vigueur. Ces examens doivent être consignés par le prestataire dans un registre spécial.

Le prestataire devra soumettre son personnel à 2 visites médicales annuelles et ce conformément à la législation en vigueur dans chacune de ces visites, les analyses suivantes devront être obligatoirement faites.

- Sérodiagnostic de la Syphilis
- Prélèvement de gorge
- Parasitologie
- Cliché pulmonaire

L'ONDA a le droit d'accès à tout moment aux carnets médicaux du personnel du titulaire, et pourra, le cas échéant, faire effectuer à ses frais une contre visite médicale.

#### ARTICLE 33 : COMPORTEMENT DU PERSONNEL

- Le prestataire est tenu de se conformer aux dispositions réglementaires de sûreté et de sécurité
- Le personnel du prestataire devra faire preuve d'une discrétion et d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et du personnel.

- Le prestataire s'engage, sur simple demande écrite du représentant de l'ONDA, à prendre les mesures disciplinaires à l'encontre du personnel ayant fait l'objet d'une remarque et à son remplacement.
- Le personnel mis en place sera qualitativement et numériquement en rapport avec les exigences d'un service de qualité un gérant, et un chef de cuisine. Les employés en service doivent être titulaires et non des stagiaires.
- Le personnel doit porter l'uniforme et une tenue appropriée, conforme aux conditions d'hygiène et de propreté.

#### **ARTICLE 34 : ENGAGEMENT QUALITE**

Le prestataire s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité hygiénique et gastronomique des prestations.

En cas de réception de réclamations ou manquement concernant la qualité des prestations, le prestataire est tenu de retirer immédiatement les articles en question et prendre les dispositions nécessaires pour améliorer la qualité. Il doit veiller au respect des règles d'hygiène notamment :

- La qualification et la sensibilisation du personnel pour une meilleure maîtrise des risques.
- La nature, l'origine, le procédé de fabrication ou préparation, de conditionnement des denrées alimentaires.
- Le non entrecroisement de ce qui est propre de ce qui potentiellement souillé.
- Le respect du principe de la marche en avant sans retour et des principes de la norme HACCP.
- Le respect strict de la chaîne de froid et de chaud.
- Le respect des règles de manipulation, de la conservation, de la gestion des stocks.

#### **ARTICLE 35 : GARANTIE CONTRE LES RISQUES D'INTOXICATION ALIMENTAIRE**

Le titulaire s'engage à souscrire et à maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance couvrant les conséquences des intoxications alimentaires et/ou empoisonnements susceptibles d'être causés par les boissons, aliments, préparations servies et tout autre produit destiné à la consommation fourni dans le cadre des prestations objet du présent contrat.

Il devra être en mesure de la justifier à tout moment par la production d'une attestation d'assurance en cours de validité.

Toute insuffisance ou absence de couverture ne saurait le dégager des responsabilités lui incombant du fait des dommages occasionnés.

#### **ARTICLE 36 : MODE DE REALISATION DES PRESTATIONS**

Les prestations seront réalisées en fonction du besoin par lettres de commande signées par la personne habilitée de l'ONDA. Les lieux de réalisation des événements peuvent concerner tout site de l'ONDA.



La fourniture de tout le matériel de service, des serveurs en nombre suffisant et la décoration florale ainsi que leur mise en place sont à la charge du prestataire.

### ARTICLE 37 : FONCTIONNEMENT

Les prestations sont fournies au fur et à mesure des besoins et seront notifiées au titulaire du marché par lettre de commande, envoyées par lettre déposée contre accusée réception ou par n'importe quel moyen justifiant la date de réception de la demande, au numéro fourni par celui-ci (le rapport d'émission faisant foi). Le document étant dûment signé par la personne habilitée de l'ONDA.

**Le délai d'exécution ne doit pas dépasser la date prévue dans le document de commande.**

Les menus proposés par le titulaire pourront faire l'objet de remarques et modifications de la part de l'ONDA. Les menus seront validés préalablement par la Direction du Capital Humain.

Concernant les prestations petit déjeuner, petit déjeuner amélioré, pause-café et cocktail : l'ONDA s'engage à transmettre les lettres de commande au prestataire au plus tard **48h calendaires** avant le début de chaque événement.

Concernant les prestations Pause Déjeuner, Lunch paquet et Lunch box collation nutritive spécial « randonnée » : l'ONDA s'engage à transmettre les lettres de commande au prestataire au plus tard **72h calendaire** avant le début de la prestation.

### ARTICLE 38 : DEFINITION DES MENUS

Les menus proposés sont à titre indicatif et le maître d'ouvrage peut commander des repas servis à table ou des repas à emporter avec livraison différents mais de même catégorie que ceux présentés ci-dessous.

#### **Pour les petits déjeuner : (sous réserve de validation de l'ONDA)**

- Boissons (café, thé, eau minérale (50cl),
- Mini jus d'orange en vrac (100 ml) ;
- Yaourt à boire ;
- Mini viennoiserie variée ;
- Cakes variés.

#### **Pour les petits déjeuner améliorés : (sous réserve de validation de l'ONDA)**

- Boissons chaudes (café, thé,) ;
- Eau minérale (50cl)
- Jus variés (3 types minimum : jus d'orange pressé.....) ;
- Batbout, msemens, msemens au khliaa, crêpes mille trous ;
- Pain complet marocain, brioches, harcha marocaine ;
- Œufs durs, Olives, huile d'olive, fromage, beurre, amlou, miel, confiture (en portion)....

**Pour les pauses café : (sous réserve de validation de l'ONDA)**

- Boissons : café en dosette individuelle, thé marocain, lait, eau minérale et jus de fruit frais (3 types de jus minimum) ;
- Assortiments de gâteaux salés ;
- Assortiments de gâteaux prestiges ;
- Assortiments de gâteaux marocains.

**Pour les cocktails : (sous réserve de validation de l'ONDA)**

- Amuse-bouche ;
- Assortiment de salés (mini pizza, mini quiches, chaussons variés) ;
- Assortiment de canapés ;
- Assortiment de briwates (crevettes, viande hachée, poulet) ;
- Macarons variés ;
- Assortiment de pâtisserie (gâteaux soirées) ;
- Assortiment de pâtisserie (gâteaux marocains) ;
- Chocolat ;
- Jus variés + sodas + eaux minérales + café et thé.

**Pour les déjeuners : (sous réserve de validation de l'ONDA)**

Les repas seront servis à table avec mise en place de tables à la marocaine selon le choix du menu de l'ONDA :

❖ **ENTREES :**

- Pastilla au poulet ou pastilla aux fruits de mer ;

❖ **PLATS CHAUDS :**

- Tajine de veau aux pruneaux et amandes ; ou
- Tagine de poulet aux olives et citron ;

❖ **DESSERTS :**

- Corbeille de fruits ;
- Pâtisserie glacée ;
- Boisson de table (Eau minérale, eau gazeuse et soda)
- Thé et café

**Pour le lunch paquet : (sous réserve de validation de l'ONDA)**

- Sandwich (poulet, viande hachée, faux filet) ;

- Fruit de saison ;
- Yaourt ;
- Eau minérale 50 cl ;
- Boisson gazeuse – canette de 33 cl.
- Couverts en plastique (couteau, fourchette, petite cuillères)
- Serviette en papier
- Boite en carton (qualité supérieure)

**Pour le lunch box pour collation nutritive spécial « randonnée » (sous réserve de validation de l'ONDA)**

- 2 petites bouteilles d'eau minérale 0.5 L ;
- Un jus de fruits ;
- 2 Barres protéinées ;
- Un sachet de 150 g de fruits secs (raisins, abricots, banane, Noix, noisettes, ou autres arachides ...) ;
- 1 banane.
- Serviette en papier
- Boite en carton (qualité supérieure)

**ARTICLE 39 : DEFINITION DES PRIX**

**Prix N° 1 : Petit déjeuner**

Prix payé conformément au bordereau des prix – Détail estimatif.

**Prix N° 2 : Petit déjeuner amélioré**

Prix payé conformément au bordereau des prix – Détail estimatif.

**Prix N° 3 : Pause-café**

Prix payé conformément au bordereau des prix – Détail estimatif.

**Prix N° 4 : Cocktail**

Prix payé conformément au bordereau des prix – Détail estimatif.

**Prix N° 5 : Déjeuner**

Prix payé conformément au bordereau des prix – Détail estimatif.

**Prix N° 6 : Lunch paquet**

Prix payé conformément au bordereau des prix – Détail estimatif.



**Prix N° 7 : Lunch box pour collation nutritive spécial « randonnée »**

Prix payé conformément au bordereau des prix – Détail estimatif.

## Consultation ouverte N° 069/26/CO/ONDA

**Prestations de mise à disposition et service de pauses café, cocktails et de déjeuners pour les besoins des excursions et événements sociaux organisés par la Direction Capital Humain**

Le présent projet de contrat est validé par les directions de l'ONDA chacune en ce qui la concerne.

Direction concernée	Direction des Achats et de la Logistique
 <p>Asmae EL KHOUEN Directrice du Capital Humain Mohamed BENKIRANE Chef du Département des Affaires Sociales Abdelali LA ROUCHE Chef de la Direction Affaires Sociales Safaa BELFATMI Chef du Service Développement DGH Chef du Département des Achats</p>	 <p>Kamel Rahhaoui Le Directeur des Achats et de la Logistique</p>
<p align="center"><b>Direction Générale de l'ONDA</b></p>	
 <p>22 JUN 2026</p> <p>Adel El Fakir Directeur Général Office National Des Aéroports</p> <p>المكتب الوطني للمطارات Direction Générale OFFICE NATIONAL DES AÉROPORTS</p>	
<p align="center"><b>Concurrent</b></p>	
<p align="center"><b>CPS lu et accepté sans réserve</b></p>	